

Mobilisation générale de l'État profond contre Éric Zemmour



Depuis qu'il a annoncé sa possible candidature – qu'il officialisera sans doute au Zénith le 5 décembre – Éric Zemmour subit, jour après jour, les assauts de ce que certains appellent l'appareil d'État, et d'autres l'État profond.

Tout avait déjà été fait pour empêcher le journaliste du Figaro d'avoir une émission sur CNews. En vain. Et pendant deux années, les Français eurent le bonheur d'écouter une vraie émission de télévision, avec de vrais débats, où Éric évoluait dans une ambiance amicale, lui permettant de développer, avec un brio exceptionnel, ses thèses sur nombre de questions de société.

Cela en était déjà trop pour les tyrans du politiquement correct, alors quand commença à filtrer la perspective de sa possible candidature, cela rua dans les brancards.

Le premier à avoir lancé l'offensive a été l'éditeur Albin Michel, qui a planté un de ses meilleurs auteurs, avec lequel il travaillait depuis plus de dix ans.

Le CSA a poursuivi le travail. Après avoir infligé une amende de 200.000 euros à CNews, suite aux propos d'Éric Zemmour sur les mineurs isolés, il a réussi à faire un règlement spécialement adapté au cas du chroniqueur vedette de « Face à l'Info », le privant d'antenne, du jour au lendemain.

Le livre « *La France n'a pas dit son dernier mot* » étant sorti, Éric a donc entamé un tour de France de conférences, autour de l'ouvrage. À chaque fois, ce furent des accueils enthousiastes, des salles pleines, et des discours, différents, mais toujours de haute tenue.

Naturellement, le résultat ne se fit pas attendre, la clarté et la qualité des discours du chroniqueur de CNews tranchant avec la médiocrité de tous ses adversaires. Les Français ne s'y trompaient pas, et en quelques semaines, Éric passa de 3 % à 18 %, étant donc annoncé au deuxième tour. Interrogé sur TV-Libertés par Martial Bild, Pierre Cassen, par ailleurs auteur, avec Jacques Guillemain, du livre « *2022 Zemmour aura le dernier mot* » en expliqua les raisons.

Ce fut naturellement la panique chez l'ensemble de la caste politique, et de ses complices les journalistes. L'ordre fut donné de multiplier les polémiques, d'éplucher chacun des mots de son livre, chaque phrase de ses dédicaces, et de broder matin, midi et soir, sur les nombreux « dérapages » du polémiste. L'objectif était clair : montrer qu'il n'avait pas la stature, ni la capacité, d'être le prochain chef d'État de la France. Il était trop clivant, avec lui, il y aurait la guerre civile, il n'avait aucun respect pour les familles juives victimes de Merah, il défendait Pétain et il voulait débaptiser tous les Mohamed français...

La dernière offensive, qui dure à présent depuis une semaine,

est la visite au Bataclan, après son discours de Bordeaux, où il a pointé du doigt la décision criminelle de François Hollande de laisser passer les clandestins en France, tout en sachant que parmi eux, il y avait des djihadistes de retour de Syrie.

Bien sûr, la gauche, qui n'avait pas dit un mot quand Médine voulait faire un concert au Bataclan, découvrit que ce théâtre était un lieu sacré, et que la prestation d'Éric Zemmour s'apparentait à une profanation. Mais des planches pourries, qui se disent du camp patriote, alimentèrent cette thèse. Ils ont pour nom Jordan Bardella, agissant sous les ordres de Marine Le Pen, Robert Ménard, agissant pour se faire mousser, et le directeur-adjoint de la rédaction de Valeurs Actuelles, Tugdual Denis, qui osa reprocher à Z de confondre « radicalité » et « brutalité ».

Bien sûr, dans ces basses besognes, où chaque collabo défend son bifteck, rien d'autre, et surtout pas la France, ministres, députés et sénateurs furent mobilisés.

On ajouta à cela, lors de la semaine qui vient de s'écouler, le procès intenté à Éric par quarante associations et conseils départementaux, le refus d'une salle qui lui avait été promise à Londres, sous la pression des Verts de la capitale anglaise et du maire musulman Sadiq Khan, et la chute spectaculaire annoncée par les sondages, qui, en une semaine, le firent passer de 18 à 12 %, rien de moins !

Tous les candidats à la présidentielle sont vent debout contre sa candidature. Le scénario prévu, c'était Macron/Marine, et rien d'autre, même si Mélenchon fait semblant de croire le contraire. Tous les journalistes de la caste, y compris sur des chaînes appartenant à Vincent Bolloré, lui dégueulent dessus à longueur d'émission. Les rabbins, les imams et les curés y vont de leurs gémissements. Les femmes politiques ou les journalisteuses se souviennent qu'il y a quinze ans, Eric a essayé de les violer ou de les tripoter. Nicolas Sarkozy,

vendu au Qatar, et roulant pour Macron, par ailleurs ciblé par les juges, se permet de lui faire la leçon. Les syndicats pourris et corrompus hurlent au retour de la Bête immonde. L'extrême gauche essaie de véroler tous ses meetings. Les associations juives lui reprochent d'être trop Français. Les racketteurs de l'antiracisme le harcèlent quotidiennement. Les universitaires gauchistes essaient par la violence d'empêcher toute conférence des amis d'Éric Zemmour. Une crapule stalinienne, Fabien Roussel, veut modifier la loi Gayssot pour empêcher Eric de se présenter. Les racailles menacent de lui couper la tête. Les antifas collent des affiches avec une cible sur son front. Tout ce que la France compte de collabos de l'invasion migratoire et de l'islamisation de notre pays monte au créneau, la bave aux lèvres.

Sommet de la pourriture, le nommé Jean-Christophe Lagarde ose légitimer le meurtre du futur candidat, en faisant référence à Charles Pasqua !

Apologie de la violence, appel au meurtres [@ZemmourEric](#) par M. [#lagarde](#) tweet supprimé par [@franceinfo](#) indignations à géométrie variable à venir pic.twitter.com/ujb0FJR9qv

– ladybug (@_c_samy) [November 21, 2021](#)

Ils ont tous du sang sur les mains, celui des victimes des attentats islamistes, et plus largement des agressions quotidiennes perpétrées en France, la plupart du temps, par les nouveaux venus. Ils sont responsables de la désindustrialisation de la France. Ils ont ruiné le pays, et utilisé la crise sanitaire pour accélérer, au service du Nouvel Ordre Mondial, la feuille de route mise en place par les hommes de Davos, comme l'explique remarquablement, dans cet vidéo de TV-Libertés, Marc-Gabriel Draghi.

Ceux qui veulent tuer la France mènent une guerre impitoyable

à celui qui réveille les Français qui ne veulent pas mourir. Et certains faux amis, de type Ménard, mais pas seulement, demandent à Éric de mettre de l'eau dans son vin, ce qui serait un suicide politique, car c'est justement parce qu'il est différent des autres, par son parler vrai sur les sujets interdits, qu'Éric plaît tant aux Français, et peut gagner cette présidentielle.

Ainsi, quand Eric pulvérise le collabo Jean-Christophe Lagarde, il fait plaisir aux Français.

Communiqué de presse

Paris, le 21 novembre 2021

Lettre à Jean-Christophe Lagarde

Cher Jean-Christophe.

Ce matin, sur France Info, tu as affirmé que, si Charles Pasqua était encore vivant, il me « filerait une balle dans la tête. » Quelques instants plus tard, devant la polémique qui commençait à prendre, tu as émis des regrets en pleurnichant sur les réseaux sociaux. Un mélange de Belattar et de Bisounours : un vrai centriste.

Permets-moi de te rafraîchir un peu la mémoire.

Je te connais depuis si longtemps ! Comme je le relate dans « La France n'a pas dit son dernier mot », tu m'as confié un jour : « Tu vois, je ne suis pas souvent d'accord avec toi, mais je dois reconnaître que tu avais vu juste. La sœur Traoré a déclenché la guerre civile ! » On voit combien la différence entre ton image publique et tes propos de table relève de la duplicité, de la lâcheté et du cynisme. Je plains amèrement tes électeurs et tes militants, ou ce qu'il en reste.

Par ailleurs, dans son livre « Le maire et les barbares », la journaliste Ève Sfetzel t'accuse d'avoir, en tant qu'élus de la République, signé un double pacte avec l'islam et le grand banditisme. Si elle dit vrai, je plains plus amèrement encore tes administrés : tous ceux qui, via l'impôt, te rémunèrent pour te voir collaborer à l'islamisation de ta ville.

En mars 2021, alertée par ta propre famille, la police prenait d'assaut ton domicile et y découvrait nombre d'armes à feu, ce qui te valut une garde à vue en bonne et due forme. Cette information fait étrangement écho avec tes menaces de ce matin.

Depuis des mois, je suis probablement l'homme le plus menacé de mort de France. Je m'y suis fait. De toutes les racailles qui me prennent pour cible, tu n'es certainement pas la plus dangereuse, mais incontestablement la plus traîtresse.

Quant à moi, malgré ton « Mea Culpa » de pacotille, je ne t'excuse pas.

D'abord, parce qu'en présentant Charles Pasqua comme mon ennemi, tu portes atteinte au profond respect et à la sincère amitié que j'ai voués à cet homme unique, une des personnalités les plus intéressantes, les plus attachantes et les plus authentiquement françaises qu'il m'ait été donné de côtoyer.

Ensuite, parce qu'en me menaçant de mort par cet ami interposé, tu ajoutes l'abjection à la falsification, la perversité au bobard.

Enfin, je ne te pardonne pas d'avoir fait de Drancy, la ville de mon enfance, cette enclave étrangère que les Français ont découvert avec stupeur lors de mon passage chez Morandini.

Je te laisse donc à ta juste place politique : au centre du néant.

Bon vent !

Eric Zemmour

L'État profond français sera-t-il aussi efficace que l'État

profond américain, qui, pris de court par la victoire de Trump en 2016, lui a pourri la vie trois ans durant avec le prétendu scandale de la connivence supposée de Donald avec les Russes. On sait aujourd'hui que tout était faux, mais pendant trois ans, tous les jours, les médias ont relayé cette thèse. Et il y eut le coup d'État électoral de 2020, monté avec la complicité des démocrates, des juges, des médias et des réseaux sociaux, qui réussirent même, dans le pays des libertés, à censurer le président des États-Unis en personne.

La France n'est pas les États-Unis, et le système électoral y est un peu plus sérieux. Mais utiliser la situation sanitaire pour imposer le vote Dominion par correspondance massif peut être un moyen de voler une élection, si la propagande de haine déversée contre le candidat Zemmour ne suffisait plus.

Le système réussira-t-il à imposer à nouveau un des siens aux Français, ou bien le sursaut de notre pays aura-t-il les traits d'Éric Zemmour, et donc, pour reprendre le titre de Pierre et Jacques, « en 2022 Zemmour aura-t-il le dernier mot » ?

C'est le seul enjeu de la présidentielle qui nous attend.